

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

7 FEVRIER AU 20 FEVRIER 1980

Directeur Politique : Bertrand RENOUVIN

10ème année - N° 309 - 4,50 F

la volonté de servir



M 2242.309-4,5 F

quand nos lecteurs prennent la parole

ON RECHERCHE HISTOIRE DE FRANCE

Le 20 octobre dernier A. De-
caux s'exclamait au Figaro-maga-
zine : « On n'apprend plus l'Histoire
à vos enfants ». Il était suivi de
peu par des propos violents de
Michel Debré à l'Assemblée Na-
tionale, y voyant une manœuvre
européiste, ou encore des socia-
listes qui en accusaient le capita-
lisme international. Cri d'alarme
justifié ? Royalistes, nous avons
toujours été sensibles à l'ensei-
gnement de l'Histoire. L'école
de la République, la IIIe avait dé-
jà passablement falsifié l'histoire
de nos Capétiens : l'an I du pro-
grès s'identifiait avec 1789, mieux
avec 1793. Mais là, la limite du to-
léable est dépassée. On n'enseigne
plus l'Histoire, mal, on ne l'ensei-
gne plus du tout ! L'école libérale
avancée fait mieux que sa mère (il
faut le faire !) : décalage chrono-
logique, rois expédiés, deux pages
consacrées dans Hatier à Marat, et
pire que tout, elle gomme une hé-
roïne qui nous est chère : Jeanne
d'Arc. Pour une réforme de l'en-
seignement de l'Histoire, c'est une
réforme de l'anti-Histoire. L'histo-
rien Pierre Goubert la qualifie de
fatras, de hachis et de bazar. L'Histoire
de notre pays est allée
rejoindre le rang des « activités
d'éveil à dominante intellectuelle ».
L'échec de l'école est de plus en
plus incontestable. Mais en fait, à
quoi bon s'étonner. Notre Prési-
dent, alors ministre des Finances,
révéla à France-soir : « La France
n'aura probablement plus d'Histoire ».
Il n'a jamais menti. Philippe
de Saint Robert faisait la ré-
flexion suivante dans son pam-
phlet « Dieu que la crise est jolie » :
« L'acceptation par le chef de
l'Etat de l'avortement comme va-
leur de liberté n'est pas un hasard.
Le refus de la naissance va avec le
refus de l'Histoire ». En attendant,
il est à souhaiter que les syndicats
de professeurs et surtout de pa-
rents d'élèves (Armand, ANAPE)

réagissent de la façon la plus fer-
me. Il faut refuser de gober ce
poisson giscard-européiste. Espé-
rons à ce sujet que le mouvement
des nouveaux historiens (« Histoire
totale » ou encore « Ecole des An-
nales ») s'affirme de plus en plus
pour renverser cette facheuse ten-
dence de l'enseignement de l'His-
toire de France.

E.D. (Limoges)

NDLR : on pourra lire sur ce thè-
me « Mieux comprendre notre
passé » par A. Fabre dans « Roya-
liste-Cahier trimestriel » numéro 8.

LIBERALISME DIPLOMATIQUE ET DROITS DE L'HOMME

Dans l'affaire afghane suivie de
celle de Sakharov, on a pu consta-
ter la carence diplomatique de la
France. Un mois après les événe-
ments, les partis et syndicats « re-
présentatifs » ont trouvé le prétexte
de la détente pour ne pas inter-
venir. Alors que le gouvernement
avait utilisé tous les moyens de
pression possibles pour empêcher
une rencontre de rugby entre
l'équipe de France et celle d'un
petit pays ségrégationniste, le
même gouvernement baisse les
bras devant l'inféodation du peu-
ple afghan et la répression des dis-
sidents par un grand pays totali-
taire. Il y a eu certes de beaux ges-
tes et de beaux discours dans la
majorité et l'opposition mais au-
cune mesure concrète. Les paroles
s'envolent et l'URSS dirigée par
des pragmatiques reçoit toujours
du blé pour nourrir ses soldats qui
feraient mieux d'en produire.

Cela n'est ni courageux ni mo-
ral même en admettant que mora-
le politique et morale personnelle
puissent être différentes, quelle
raison d'Etat a pu jouer ? Volon-
té d'imiter la politique de détente
de de Gaulle ou tout simplement
cherche-t-on la neutralité bienveil-
lante du PC(F) au second tour
des présidentielles ? C'est la se-
conde hypothèse que je retiens

pour VGE (NDLC : VG«E» ?)
mais les autres sont si surpris et
ont si peu à dire qu'il leur a fallu
un mois pour retrouver avec la
parole le masque de l'olympisme
et de la détente pour voiler leur
carence. Seul G. Marchais triom-
phe, ses adversaires politiques se
débattent avec leurs problèmes
dialectiques pendant qu'il se prou-
ve sa bonne conscience internatio-
naliste en justifiant quelques mas-
sacres comme d'habitude.

Quand un Président de la Ré-
publique n'a pour seule politique
étrangère que celle de « l'à fric », il
ne peut comprendre la leçon de
courage donnée par un peuple et
des dissidents pauvres et fiers qui
se battent pour un idéal et leur
dignité.

Monsieur VGE en 1981, laissez
la place à celui qui espère en la
France et les Français, vous avez
obtenu ce que vous vouliez : pas-
ser à la postérité, même au prix de
la médiocrité et de la lâcheté, en-
trainant derrière vous une majori-
té de Français anesthésiés par vos
soins (2/3 selon les sondages) au-
trefois courageux pour la défense
des droits de l'homme qu'ils
avaient codifiés en 1789 et que les
royalistes ont maintenant la fierté
de défendre presque seuls pour
l'instant.

E.V. (Le Havre)

L'AVORTEMENT EN QUESTION

Comment avez-vous pu publier
l'horrible lettre du Dr J.P.D.
(Royaliste 306). Quelle hargne !
Et de la part d'un médecin dont le
métier devrait être de compréhen-
sion ! Il semble également oublier
dans sa réprobation qu'il faut être
deux pour faire un enfant.

Si une femme hésite réellement
(ce qui est à prouver) entre une
salle de bain et un enfant, qu'elle
choisisse la salle de bain, si elle est
ratée peu d'importance. Un enfant
mal aimé quel danger pour lui et
souvent pour la sacro-sainte So-

ciété, digne de tous nos sacrifices
et objet de tous nos maux ! Com-
bien de jeunes délinquants sont
des mal aimés. Et qu'on ne dise
pas beaucoup sont des enfants gâ-
tés, oui gâtés mais pourquoi : pour
laisser les parents tranquilles ou
pour leur donner bonne conscien-
ce. « Après tout ce qu'on a fait
pour eux », quelle vilaine pensée,
elle cache toujours « tout sauf les
aimer vraiment ». Si l'on aime vrai-
ment on sait que ce n'est jamais
assez et que l'on commet toujours
un certain nombre de maladroites.

Les parents de ma jeunesse (j'ai
55 ans) mettaient des enfants au
monde et suivaient ensuite un cer-
tain nombre de règles guidées par
le milieu social auquel ils apparte-
naient, c'était plus facile qu'un vé-
ritable amour mais ce n'était pas
sans sacrifices, c'est pourquoi
l'avortement marchait déjà bien
mais hypocritement.

Beaucoup de jeunes mainte-
nant prétendent mettre un enfant
au monde uniquement s'ils se sen-
tent capables de l'aimer, je ne
crois pas que ce soit une régres-
sion. Pourquoi culpabiliser les
jeu de l'amour qui sont pourtant
beaucoup plus innocents que bien
d'autres. Tout ce bruit autour de
l'avortement m'irrite, la vraie
question pour les Dr J.P.D. est
« S'il y a moins d'enfants, com-
ment sera assuré notre avenir ? ».
On pourrait peut-être penser aux
pays en voie de développement et
prévoir de les exploiter un peu
plus humainement mais ... nous
préférons leur vendre des armes.

Je ne sais pas ce que le Dr J.P.
D. pense du « tas de barbaque hu-
maine » fourni par toute guerre,
mais il me hante beaucoup plus
que celui des fœtus avortés (...)

En ce qui concerne l'article de
Gérard Leclerc, je partage très
exactement le point de J.D. de
Rouen. Si j'avais d'ailleurs un re-
proche à faire à G. Leclerc ce se-
rait d'être parfois un peu trop
idéaliste. Il prendra ce reproche
pour un compliment je pense et il
aura raison ...

Mme M.L. (Issy les Moulineaux)

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs, 75001
Paris. Téléphone : 297-42-57
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris

* Changements d'adresse : joindre
la dernière bande d'abonnement et
4 F en timbres pour les frais.

* Les illustrations et les photos de
ce numéro ont été fournies par le
groupe audiovisuel et sont la propriété
du journal.

Directeur de la publication : Yvan
AUMONT.
Imprimé en France - Diffusion :
N.M.P.P. - Numéro de commission
paritaire : 51 700.

3 mois : 12 F offre exceptionnelle

Dans le cadre d'une vaste
campagne de promotion pour
étendre notre public d'abon-
nés, nous vous proposons -
jusqu'au 10 mars 1980 - un
abonnement de trois mois à
Royaliste au prix exception-
nel de 12 F. Pour bénéficier
de cette offre, il vous suffit
de remplir et renvoyer le bul-
letin ci-contre, accompagné
de son règlement.

Si vous souhaitez bénéficier d'un abonnement de 3 mois à Roya-
liste au prix exceptionnel de 12 F, remplissez le bulletin ci-dessous.

NOM : Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :

désire être abonné à Royaliste pour 3 mois, sans engagement de ma
part, et verse 12 F.

Bulletin à retourner à ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs
75001 PARIS, C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N PARIS.



tout le monde en parle!

L'évocation de l'action du comte de Paris, dans le cadre des émissions d'Antenne 2, a donné lieu dans la presse française à un vaste débat d'histoire contemporaine. 1936 Munich, Alger 42, la C.E.D., 1958, de Gaulle, autant d'événements majeurs qui ont forgé la réalité politique de la France d'aujourd'hui. Autant de moments-clés où la présence et l'effort d'un homme pour comprendre et agir sur le destin national font de lui, avec la légitimité millénaire de la Maison de France, un recours.

Bien entendu, après l'émission d'Alain Decaux et la réponse du Prince lors de la première émission, c'est l'affaire d'Alger qui retient tout d'abord l'attention des amateurs de polémiques. Ainsi avant même le début de la série, *Télé-7 jours*, consacra-t-il deux pages à la lettre de Madame d'As-tier et la thèse d'Alain Decaux. Et le premier, *L'Est républicain* donne la substance de la déclaration du Prince. Le *Quotidien de Paris* consacre deux pages aux émissions dont une à « l'affaire ». De même pour *Le Figaro*. Le démenti du Prince et le témoignage de Pierre de Bérard ont troublé ceux qui adhéraient hier aux « certitudes » de « l'historien-académicien ».

Bien sûr, quelques uns auraient aimé ne voir dans ces émissions qu'une série d'anecdotes ou de souvenirs rose-bonbon. Comme le dit *Libération* : « C'est surtout un parcours politique, si marginal soit-il (sic) que décrivent ces Mémoires, et les fans de Point-de-Vue Images-du-Monde risquent (...) de se trouver quelque peu frustrés ». Ce n'est pourtant que l'anecdote que Jean-Paul Aymon de *L'Express* a voulu voir en rédigeant un beau chef d'œuvre de faux mépris

et de rage contenue. Il est vrai qu'avec JJSS l'anecdote politique, ils en ont l'habitude !

Au delà du scoop journalistique de l'affaire Darlan, les journaux ont bien compris l'action menée par le Prince pour libérer l'idée de monarchie des clans qui en faisaient un enjeu idéologique. Ainsi dans *L'Est républicain* : « Le mémorialiste évoque les hommes de l'Action française passionnés par la polémique et les escarmouches mais qui se sont révélés à lui incapables d'aller jusqu'au bout de leur combat. Il reproche également à leur théorie d'avoir délibérément ignoré le problème social, c'est à dire celui de la condition ouvrière qui d'emblée n'a cessé de le préoccuper ».

Dans un remarquable article du *Quotidien de Paris*, Paul Guilbert résume tout ce qui opposait le théoricien au Prince : « En fait le comte de Paris avait perçu très tôt combien l'aventure intellectuelle et esthétique de Maurras demeurait tributaire des batailles d'idées du XIX^e siècle; il devait donc en dégager le principe monarchique pour le reprendre à son propre compte, considérant que la monarchie ne pouvait être ni l'a-

boutissement d'un système, ni le produit d'une démonstration (...) L'affirmation du prétendant face à Maurras s'exerce comme une fonction de reconquête ». Ainsi ayant renoué avec la conception capétienne d'une monarchie au service du peuple tout entier, le Prince analysait, au delà des nuées de la bataille idéologique, la réalité sociale française, l'état d'une Nation dévastée par le capitalisme sauvage, menacée par les totalitarismes. Il devient pour François Fonvielle-Alquier des *Nouvelles Littéraires* « un candidat à la royauté qui scandalise son milieu en dénonçant la misère ouvrière, qui enfin, au cours des années 30 ou l'on vit se préciser la montée du fascisme en Europe, avait mesuré le péril. » Et le Prince peut agir pendant la période qui suit Munich puisque comme le rappelle ce même journal « en 1940, à l'instigation du gouvernement Daladier, il mène de délicates négociations auprès des familles aristocratiques d'Europe centrale dont plusieurs font partie de sa parenté ». Fort de cela et de sa détermination à ne pas choisir entre les factions rivales qui se déchirent après la défaite de 40, il pouvait jouer un rôle de premier plan à Alger en 1942, rôle politique qui dépasse largement le cadre de l'assassinat de Darlan et que la grande presse semble découvrir

aujourd'hui avec une certaine stupeur. Mais selon la *Nouvelle République* : « C'est par les révélations sur son long dialogue avec le Général de Gaulle que le comte de Paris passionnera le plus ses lecteurs et les téléspectateurs ».

« Le général pensa-t-il vraiment que les Français pourraient un jour renouer le fameux fil tissé par mille ans de monarchie ? » se demande Jean Prasteau du *Figaro*. La question revient, insistante, en conclusion de beaucoup d'articles. La dernière émission apporte la dessus toutes les réponses, grâce en particulier au témoignage de Maurice Schumann.

Qu'un homme d'Etat comme de Gaulle, dans une période toute récente ait pu penser au chef de la Maison de France comme successeur, voilà qui pose la question de l'actualité de ce recours aujourd'hui : « un recours à la monarchie est-il encore envisageable en France ? Ou plus modestement le comte de Paris, descendant de 40 rois, a-t-il son rôle à jouer dans notre actuelle République ? Tels sont les problèmes que soulèvent en filigrane cette série. » souligne *Le Courrier de l'Ouest*, montrant à tous que l'idée que nous défendons pour notre part depuis le début de la N.A.R. commence à faire son chemin.

Olivier MOULIN

ça commence en douceur

Le 19 janvier dernier l'Assemblée Européenne acceptait de discuter une proposition de résolution contenant des recommandations à la France sur sa politique à l'égard de la Bretagne et de la Corse.

Attitude proprement scandaleuse qui méconnaît les principes du droit international interdisant à des pays tiers de s'immiscer dans la politique intérieure des Etats. S'agit-il d'un accident ? Non lorsque l'on sait que le groupe politique du Premier Ministre belge et plusieurs députés du parti d'Helmut Schmidt ont signé cette demande de discussion.

Il ne s'agit pas non plus d'un simple dérapage de l'Assemblée. J'écrivais que l'on s'acheminait en Belgique (1) vers la création de deux entités distinctes nécessaires à la reconversion du système industriel à venir. Ces récents événements ne peuvent que le renforcer. L'Europe des régions fait partie du programme industriel en

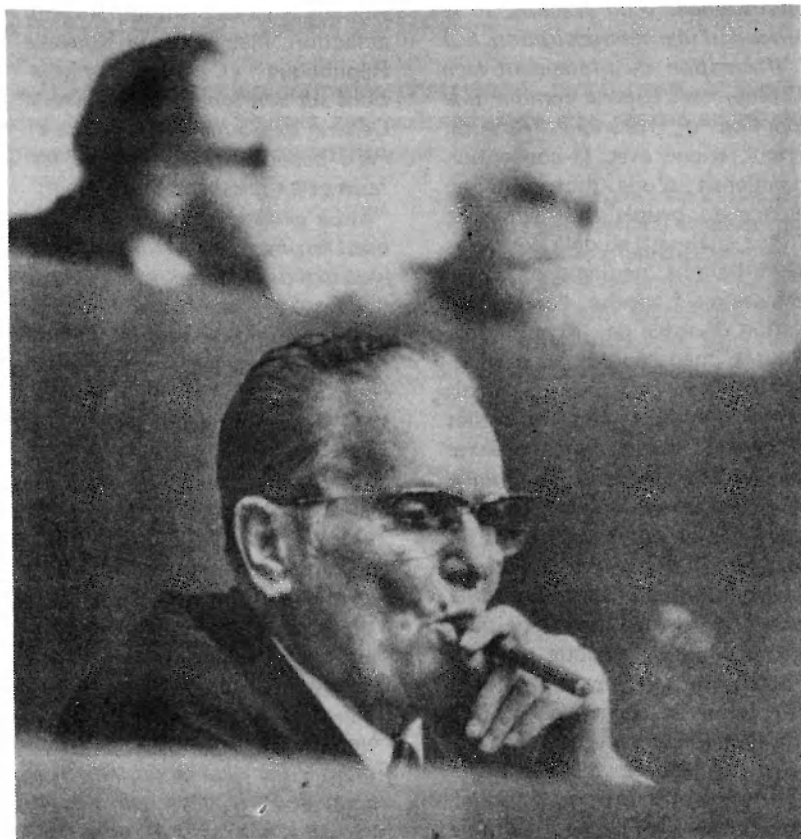
cours et nous ne pouvons que la dénoncer. Essayer d'établir des connivences entre deux régions françaises et une assemblée en quête du pouvoir supranational voilà qui est symptomatique et qui doit nous occuper l'esprit.

La Corse à cause de son insularité et de ses troubles internes est une cible privilégiée. La Belgique est sur la même voie. Quant au cadre territorial et politique des Länders allemands il constitue un réceptacle de choix.

Face à cela soyons sûrs de deux choses : 1) qu'en France la propagande va se développer autour de cet axe (au lendemain des événements de Bastelica un sondage réalisé pour *Paris-Match* donnait 43% des Français acceptant que l'île quitte la France); 2) que le Danemark et les Pays-Bas ne devraient pas tarder à connaître des situations analogues.

SAINT-VALLIER

(1) Royaliste 306



le dernier «monstre sacré» ...

yougoslavie :

l'après tito

La Yougoslavie survivra-t-elle à Tito qui en fut véritablement son père fondateur ? Le pronostic demeure très incertain.

La disparition de Tito marque la sortie de la scène politique du dernier des «monstres sacrés» se trouvant à la tête de leur Etat en 1945. Pendant ses trente cinq années de pouvoir, Tito s'efforça de faire un tout unitaire de cet invraisemblable conglomerat créé par les traités de 1919-1920. Un pays bordé par sept Etats différents, formé de six républiques fédérées (1) (Serbie, Croatie, Bosnie et Herzégovine, Monténégro, Slovaquie, Macédoine) au sein desquelles les ethnies minoritaires pullulent : ainsi au sein de la «République socialiste de Serbie» on trouve 9,2% d'Albanais, 5,8% de Hongrois, 2,2% de Croates, 1,8% de musulmans, 1,5% de Monténégrins. En outre, la Yougoslavie comporte 50% d'orthodoxe, 40% de catholiques et 10% de musulmans.

De cette marqueterie, Tito

tenta de faire un ensemble homogène. Son caractère «charismatique» de héros de la résistance anti-allemande le servit. Mais plus encore sa rupture avec le Kremlin en 1948. Ainsi s'explique l'introduction dans le système yougoslave de l'autogestion. Tito est resté marxiste et ne pouvait donc envisager le retour pur et simple à l'entreprise privée. En outre, Staline qui a mal supporté le schisme yougoslave n'aurait pas en revanche admis un retour au capitalisme qui aurait signifié une rentrée pure et simple dans le camp occidental.

D'où ce compromis bâtard qu'est l'autogestion yougoslave. Il a l'avantage de donner aux travailleurs un sentiment de liberté dans leur vie quotidienne qui n'existe dans aucun autre pays socialiste. Ceci dit, il parvient à cumuler les

inconvenients du capitalisme et du socialisme sans en obtenir aucun des avantages.

Sur le plan économique les résultats sont des plus médiocres. Sur le plan social, la magazine anglais *Fortune* estimait récemment que l'écart des salaires varie de 1 à 30.

Néanmoins le système autogestionnaire a fait prendre conscience aux Yougoslaves de leur identité face aux autres pays du bloc socialiste. Cela aidera peut-être la Yougoslavie à survivre dans la mesure où les gens les plus raisonnables des républiques fédérées ont appris à coexister et même à vivre ensemble.

VERS LA BALKANISATION ?

Cela n'exclut pas pour autant demain le développement de tendances centrifuges. D'abord parce que trente cinq ans pour unifier un tel puzzle c'est peu. Ensuite, parce qu'au sein de la population yougoslave se développent des réactions de rejet à l'égard du communisme fut-il titiste. Et ces réactions de rejet sont particulièrement fortes en Croatie, terre d'élection des mouvements séparatistes de style oustachis.

Cette tentation pourrait saisir les dirigeants de la jeune génération. Cette génération n'accèdera pas tout de suite au pouvoir dans la mesure où l'armée, la seule force structurée de la Yougoslavie actuelle, souhaite maintenir au pouvoir et sous son contrôle les vieux barbons de la Ligue des communistes yougoslaves dont aucun ne se détache, Tito ayant brisé les reins ou vu mourir avant lui tout dauphin potentiel de Djilas à Kardel. Mais après-demain qu'en adviendra-t-il ?

On peut alors se demander si l'URSS n'interviendrait pas militairement pour faire respecter la vache sacrée du socialisme. Cependant une telle intention comporte des risques comme le montre le désastre diplomatique que vaut à l'URSS son incursion en Afghanistan, surtout que deux autres types d'action sont possibles pour elle.

LE JEU DE L'URSS

D'abord, le phagocytage économique de la Yougoslavie. A l'image des pays du Tiers-monde celle-

ci n'a équilibré ses comptes que grâce au rapatriement massif de devises procurées par les 800 000 Yougoslaves immigrés dans les pays occidentaux, Allemagne fédérale en tête. Or, la crise aidant, ces pays s'acheminent vers l'éviction en douceur de ces émigrés. Qui plus est, la perspective d'une mort prochaine de Tito et d'une déstabilisation de la Yougoslavie n'incite guère les capitalistes occidentaux à y continuer leurs investissements. Dès lors, la Yougoslavie serait contrainte à se tourner vers le bloc socialiste bien davantage qu'auparavant.

Par ailleurs, l'URSS peut utiliser tour à tour les tendances séparatistes et unitaires pour amener la Yougoslavie à resipiscence. Ces tendances traversent en effet tous les courants idéologiques. C'est ainsi que les actuels mouvements d'oustachis sont financés par Moscou mais que ce qu'on appelle les «kominformistes» inconditionnels de Moscou, écartés du pouvoir, voire emprisonnés par Tito, sont des unitaires farouches. Dès lors, Moscou peut très bien dans un premier temps esquisser une déstabilisation de la fédération yougoslave par mouvements séparatistes interposés puis favoriser en réaction l'action des kominformistes au pouvoir qui bien sûr l'appelleraient à l'aide.

Face à cette situation, les Yougoslaves ne peuvent guère compter sur l'aide trop incertaine des Etats Unis. Carter fait actuellement dans le bellicisme et l'interventionisme à gros bras qui, la situation iranienne aidant, sont payants électoralement et lui ont permis d'écraser le sénateur Kennedy au «caucus» de l'Iowa. Mais il avait déclaré lors de sa campagne électorale de 1976 que les Etats-Unis n'interviendraient jamais en Yougoslavie et peut revenir demain à une attitude isolationniste.

De la sorte, en mettant la main sur la Yougoslavie, l'URSS s'assurerait -enfin- un balcon sur la Méditerranée -le vieux rêve tsariste- et isolerait la Grèce du reste de ses futurs partenaires du Marché commun. En outre, dans la mesure où l'Italie se retrouverait voisine d'un pays du bloc soviétique, sa finlandisation serait favorisée surtout compte tenu de la force du PCI. La maladie de Tito et du titisme ne peut donc nous laisser indifférents.

Arnaud FABRE

(1) Sans compter deux régions autonomes : Kosovo et Voïvodine.

● **Royaliste** : Quel bilan peut-on faire de la révolution iranienne ?

P. Vigneron : En ce qui concerne l'Etat, nous vivons la fin d'une époque : dans une première phase, 95% de la population a suivi Khomeiny, les 5% restant étant constitués par les profiteurs du régime du Chah et par les membres de l'opposition libérale. La révolution a déclenché une explosion de type libertaire. Puis les Gardes de la Révolution ont pris en main l'ensemble du pays. Les libéraux ont été éliminés, ainsi que les gauchistes.

D'autre part, Khomeiny avait mis en place Bazargan, qui a géré le pays, non dans une perspective de révolution économique et sociale, mais dans l'idée de purifier l'Iran. L'idée principale de Khomeiny est en effet que l'âme iranienne a été pervertie par le régime des Pahlavi. Cette perversion



le rejet du développement occidental ?

semble procéder de l'adhésion de l'Iran à un mode de développement occidental et de modes de vie qui n'étaient pas ceux de l'Iran authentique. On a donc essayé de retrouver des valeurs iraniennes, mais, dans la vie pratique, le résultat a été nul. Bazargan a donc fait une politique conservatrice puis a été lâché par Khomeiny parce qu'il se révélait incapable de transformer l'Iran.

● **Royaliste** : Dans ce contexte, comment s'explique la prise des otages américains ?

entretien :

iran, quel avenir ?

Notre ami Paul Vigneron, qui vit depuis plusieurs années en Iran et qui a souvent voyagé à travers tout le pays, a bien voulu répondre à nos questions.

P. Vigneron : L'idée des « étudiants », qui était logique et intéressante quoique condamnable au plan des principes, consistait à faire le procès de l'impérialisme américain. Le meilleur moyen de retenir l'attention des journalistes étrangers était de porter atteinte

principes idéologiques de l'Ayatollah. Il y a donc eu un réflexe de rejet vis-à-vis d'éléments étrangers, beaucoup plus qu'une attitude d'indépendance.

● **Royaliste** : L'Iran est cependant un ensemble très composite ?

P. Vigneron : Les minorités occupent une place importante en Iran : non seulement les Kurdes (3 à 4 millions), mais aussi les Turcs d'Azerbaïdjan (13 à 14 millions), la population de l'Arabistan (2 à 3 millions), les Turkmènes (2 à 3 millions) et les Baloutches (1 million environ). Ce qui fait au total plus de la moitié de la population iranienne. Dès que le pouvoir central est devenu plus faible, ces populations ont tenté de retrouver une certaine liberté. Il y a eu des opérations militaires contre le Kurdistan, mais comme l'Iran n'a plus d'armée, la tentative a échoué. Il y a eu aussi des massacres en Arabistan et, là, les velléités d'autonomie ont été matées. Mais à terme, si aucun Etat ne se recrée à Téhéran, les chances d'éclatement de l'Iran sont grandes. Pourtant, à l'exception du problème kurde, les questions d'autonomies devraient pouvoir être facilement résolues.

● **Royaliste** : Le projet khomeiniste de transformation spirituelle de la société a-t-il des chances de se réaliser ?

P. Vigneron : Je ne vois aucune issue si ce projet n'est pas appliqué par un pouvoir. Tant que ce pouvoir n'existera pas, un projet de transformation qui viendra seulement de sa parole et de son exemple débouchera sur une confusion encore plus grande, sur des problèmes économiques inextricables et sur un important mécontentement populaire. Cela ne signifie pas que la pensée de Khomeiny soit inintéressante, mais, sur le plan politique, elle semble jusqu'à maintenant inexistante. Il

faut bien comprendre que cette pensée n'est pas révolutionnaire, mais seulement morale. L'élection de Banisadr qui est, lui, un véritable révolutionnaire, peut cependant changer le cours des choses.

● **Royaliste** : Les structures de l'Iran permettent-elles un retour à la tradition de l'Islam ?

P. Vigneron : Comment les structures d'un pays pourraient être modifiées par une pensée de type moral. Dans les pays chrétiens comme en Islam, il faut un pouvoir politique présidant aux modifications de la société.

En fait, Khomeiny raisonne comme aux premiers siècles de l'Islam, où il y avait une fraternité et un objectif commun entre les membres d'une même tribu. La société moderne est plus complexe, plus dissociée, et il faut en tenir compte. Les débuts de l'Islam n'apportent aucune réponse aux problèmes de l'Iran moderne, et l'on ne voit pas comment revenir sur les acquis du développement - ce qui conduirait à un appauvrissement que les Iraniens ne supporteraient pas.

Il est possible que Khomeiny ait compris cela, en permettant à Banisadr de mettre en œuvre les moyens appropriés à la réalisation de son rêve islamique, qui dérivent nécessairement de la pensée occidentale.

● **Royaliste** : Quelle est la politique de la France en Iran ?

P. Vigneron : Dans le passé, les liens entre la France et l'Iran n'ont jamais été très forts. Les pays présents étaient les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon, l'Italie. La France n'avait aucune attache particulière avec le régime du Chah : Pompidou n'est pas venu à Persépolis en 1971 et, de ce fait, la France a été mal vue pendant des années.

Depuis la révolution, la France est en mesure de jouer un rôle, sans intervenir pour cela dans les affaires intérieures iraniennes, sans porter de jugement sur la révolution. Cette attitude de sagesse a été observée tant bien que mal, parce qu'aucune ligne précise n'avait été fixée par le gouvernement français. Pourtant, l'Iran tente de sortir du système des blocs et rejoint ainsi le projet gaullien. Mais cela n'a pas été perçu à Paris. Notre politique a été timorée, maladroite, et, depuis quelque temps, la France se contente de faire ce que lui dicte Washington.

propos recueillis
par B. La Richardais

ENTRETIEN

Nous avons interrogé Michel Herson, membre du cabinet de Michel Debré pendant de nombreuses années, militant gaulliste de longue date, qui nous a semblé particulièrement qualifié pour éclairer d'un jour nouveau les rapports entre le général de Gaulle et le comte de Paris.

● **Royaliste : Michel Herson, comment êtes-vous devenu gaulliste ?**

Michel Herson : Forcé de répondre à l'improviste à cette question que je ne me pose plus depuis longtemps, j'ai tout d'un coup l'impression que mon gaullisme remonte en deça du général de Gaulle lui-même qui m'apparaît surtout comme l'expression parfaite de «quelque chose» qui préexistait et qui subsiste après lui. Et pourtant je ne crois pas rogner sur ma totale fidélité gaulliste en vous confiant cette première impression. Je la ressens au contraire comme un hommage supplémentaire à ce de Gaulle permanent qui parlait lui aussi d'une certaine idée de la France reprise par lui et à poursuivre. En cherchant plus avant je retrouve la lointaine indignation que, tout enfant, j'éprouvais à deviner le «jeu en rond» des influences dont s'inspirait l'Etat dans la République de ce temps là. Il se trouve que mon grand-père était président d'une importante société commerciale de l'époque et, à ce titre, en relation avec ce que le régime comptait de plus célèbre.

Je découvrais facilement que des hommes représentatifs de féodalités idéologiques ou d'intérêts -et souvent éminemment représentatif- faisaient ou défaisaient partiellement les décisions de la République !

Au delà de l'abusif effet de puissance que traduisait ces influences anonymes, et plus fort que cet effet, apparaissait l'empressement d'un personnel politique en mal de compenser par sa courtisanerie la visible frustration de toute référence à une instance originellement différente de lui-même. Il était clair que cette instance n'existait pas au niveau d'un chef de l'Etat qui ne tenait sa légitimité que des partis.

C'est ce qui heurtait profondément ma conception naissante du «pouvoir» et de l'impartialité que j'y cherchais en vain. Si, en 1940, je suis devenu gaulliste au sens strict du terme c'est qu'en de Gaulle surgissait enfin cette voix de l'impartialité, cette voix pour nous si longtemps sans visage, et qui traçait pourtant à ma génération l'image même du pouvoir po-

pulaire inaliénable. La France émergeait pour nous de ce qui nous avait scandalisé auparavant.

En bref -et on s'aperçoit là qu'un gaullisme de cette nature était rattaché à l'idée monarchique- c'est avant tout la protestation contre le pouvoir des féodalités qui a inspiré mon adhésion au général de Gaulle. Rien de ce que de Gaulle a fait, dit ou écrit par la suite ne m'a déçu; j'ai toujours eu l'intime conviction que ses décisions provenaient de cette secrète et douloureuse impartialité face à l'histoire, face aux aspirations de la conscience populaire, face à la Providence.

● **Royaliste : le général de Gaulle évoquait une légitimité incarnée par lui depuis le 18 juin 1940. Qu'est-ce que cette légitimité ?**

Michel Herson : Essentiellement la «disponibilité» à laquelle de Gaulle s'est voué dans le dénuement de l'exil. La capacité qu'a eu de Gaulle en 1940 de se déssaisir en quelque sorte de lui-même, de ses atavismes et de ses sentiments personnels, pour se livrer entièrement à l'inspiration de l'Histoire et des diversités combattantes entraînées par lui, c'est cette capacité qui m'a fait découvrir la légitimité incarnée par de Gaulle et m'y rallier.

Mais je veux souligner que cette disponibilité de de Gaulle n'était pas vide : c'est là toute la différence avec l'illusoire ambition du «pouvoir libéral» que nous connaissons actuellement. Elle supposait un double branchement, si j'ose dire : branchement sur l'Esprit et branchement sur le peuple. Le peuple pour inspirer et nourrir la décision qui va venir et l'Esprit pour permettre à cette décision de trouver le moment venu son expression unique.

Ainsi la légitimité est, autant qu'application d'autorité, ce processus original de la décision qui exige de l'homme à qui il revient de la prendre, qu'il se vide en quelque sorte de lui-même pour se laisser habiter de tout ce qui lui vient du peuple dont il est l'incarnation, et pour s'élever comme juge au niveau de ce que d'aucuns appellent l'histoire, d'autres le destin et de ce que personnellement j'appelle Dieu.

Lorsque le Pape Jean-Paul II dans son premier discours du trô-

ne parlait récemment de la pressante nécessité de «réintroduire Dieu dans l'Histoire» il tenait un propos, pour moi, très gaullien. Et lorsque le même pape dans sa première encyclique exalte la «mission royale» comme une mission chrétienne par excellence il tient un propos, pour tous, très monarchiste. Mais il me paraît clair que cette attitude de légitimité, si elle est par nature celle d'un prétendant de naissance royale, qui ne saurait se réclamer de rien d'autre sauf à n'avoir à prétendre à rien du tout, peut à tout moment être celle d'un autre homme. De Gaulle en est l'exemple. Et de Gaulle en est l'exemple parce qu'il s'est d'emblée refusé à la dictature qui était probablement à sa portée, mais qui est exactement l'inverse de la légitimité dont nous parlons.

● **Royaliste : En 1958, comment avez-vous analysé la nouvelle constitution ?**

Michel Herson : La Constitution m'a d'abord frappé par la précision des mécanismes qu'elle mettait en place pour assurer l'efficacité et la répartition des tâches. En ce qui concerne l'expression de la légitimité, on ne trouvait dans le texte rien de définitivement rassurant. Mais la question ne se posait pas à l'époque, puisque le général de Gaulle incarnait cette légitimité. Cependant, par la suite, devinant ce que pourrait avoir de précaire la position du chef de l'Etat quand de Gaulle ne serait plus là, j'ai eu la préoccupation de la permanence du chef légitime. Ce fut aussi la préoccupation du général de Gaulle, qui le conduisit à préconiser l'élection du Président de la République au suffrage universel afin de lui donner une origine populaire opposable aux féodalités et en tout premier lieu aux partis.

● **Royaliste : Quel a été votre rôle dans le mouvement gaulliste ?**

Michel Herson : Au printemps de 1958, le retour du général de Gaulle paraissait aussi improbable que l'est aujourd'hui l'élection du comte de Paris ou celle de Michel Jobert. Quand la crise de mai 1958 éclata, je me suis efforcé d'éviter à ma modeste mesure que le retour de de Gaulle soit entravé par diverses manœuvres. Je me suis mis à la disposition des instances du mouvement gaulliste auquel je n'avais cessé d'appartenir comme militant. C'est ainsi que je suis devenu le secrétaire législatif du groupe sénatorial de l'U.N.R., puis ensuite l'adjoint



Michel Herson

de gaulle ra miche témoi

d'un sénateur chargé du service des investitures, pour enfin diriger ce service comme secrétaire général adjoint de l'U.D.R. jusqu'en 1974.

● **Royaliste : Tout en accomplissant vos tâches militantes, vous avez été amené à rencontrer le comte de Paris ?**

Michel Herson : Comme je vous l'ai dit, la sécurité suprême que représentait pour la légitimité la présence du général de Gaulle n'était pas établie par les textes constitutionnels dès 1958. Aussi pouvait-on craindre que la Constitution finisse par sombrer dans les incohérences du régime des partis. La succession du général de Gaulle ne pouvait donc manquer d'être une préoccupation essentielle pour ceux là mêmes qui lui étaient les plus fidèles. J'ai donc rencontré le comte de Paris, pour savoir s'il était conscient du problème que je me posais. J'ai été étonné de constater à quel point le Prince était en union de pensée et d'action avec le général de Gaulle, combien il appréciait la restauration de la légitimité par le Général tout en étant anxieux de la suite et du rôle qu'il y aurait à tenir.



royaliste ? Michel Herson gagne

A ma grande surprise, j'ai découvert que l'entreprise à laquelle je songeais était très largement amorcée, grâce à de nombreux gaullistes très proches du Général. Enfin, il m'apparut vite que de Gaulle était lui-même non seulement informé de cette action mais qu'il l'encourageait et la guidait.

● **Royaliste : Quels étaient ces gaullistes ?**

Michel Herson : Le premier nom qui me vient à l'esprit est celui d'Edmond Michelet, célèbre par ses indiscrétions. Elles étaient d'ailleurs volontaires et méthodiques : c'était un moyen pour lui de sonder les esprits, de vérifier les intentions et de faire avancer l'entreprise. On sentait tout de suite que Michelet était uni au général de Gaulle et au comte de Paris par des liens exceptionnels d'intimité, de confiance et de confiance. Parmi ceux qui étaient attachés à un prolongement monarchique du gaullisme, je peux aussi citer le sénateur Jean-Louis Vigier et le député René Hostache. D'autres comme Maurice Schumann, Louis Terrenoire, Raymond Jacquet montraient toute

la sympathie qu'ils portaient au projet.

Lorsque, consolidé dans mes convictions, j'ai été amené à parler de tout cela avec certains « barons » du gaullisme, je me suis aperçu que les principaux compagnons du Général - même les plus républicains et les plus radicaux-socialistes - étaient parfaitement sensibles au principe de la légitimité. C'est ce que j'ai ressenti au cours de mes premiers entretiens avec Michel Debré et, plus tard, avec Maurice Couve de Murville. En revanche, j'ai moins ressenti ici la foi partagée dans la possibilité d'une succession revenant au comte de Paris. Je précise, que la plupart du temps, mes interlocuteurs ne refusaient pas cette solution, mais la rejetaient comme irréalisable, tout en le regrettant.

● **Royaliste : Pourtant, on prête au général de Gaulle un certain nombre de boutades (« Pourquoi pas la reine des Gitans ») qui tendraient à démontrer qu'il n'a jamais songé sérieusement au comte de Paris.**

Michel Herson : Le Général était d'une grande prudence quant à la présentation abusive qui pouvait être faite de ses intentions et de ses entreprises. Il est certain qu'il avait pour habitude, sur les sujets qui lui étaient les plus chers et où il était le plus fixé, d'apparaître comme sceptique à propos de ce qu'il avait lui-même déclenché, et face à celui qui était le plus en connivence avec lui. C'était une façon d'affirmer son indépendance de réflexion et d'action, dont tous les ministres du général de Gaulle pourront témoigner. Ce fut une ambiguïté cruelle pendant la guerre d'Algérie : sceptique quant à la bonne foi du FLN devant Michel qui lui exposait la nécessité d'une négociation, il faisait dix minutes après une démonstration exactement inverse devant tel partisan de l'Algérie française.

C'est aussi ce qui permet à Malraux de faire de de Gaulle un vieux héros sceptique, alors que le Général était l'homme d'une fidélité d'ailleurs si séduisante pour ce même Malraux.

Les boutades relatives au comte de Paris sont tout à fait plausibles et ne veulent pas dire grand chose pour autant qu'elles soient vraies. On pourrait citer des boutades cruelles sur Georges Pompidou (« C'est Marie-Cantal ») qui n'empêchèrent pas de Gaulle de lui garder sa confiance et de miser largement sur lui. Simplement par

ces boutades à propos du Prince, le général de Gaulle signifiait qu'il ne voulait pas aller plus loin avec son interlocuteur sur le sujet, et qu'il cherchait à le déconcerter. Si le Général avait vraiment considéré comme dérisoire le projet qui lui était prêté concernant le comte de Paris, il l'aurait fait savoir publiquement, puisque la presse s'était emparée du sujet. Or on ne trouve aucun écrit, fût-il allusif, confirmant les boutades en question. Dès lors, on ne peut leur donner le même poids qu'aux allusions concernant le rôle éventuel



du comte de Paris qui sont, elles confirmées par des écrits, par ses relations maintenues avec le Prince et dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle n'étaient pas étrangères à la « succession ».

● **Royaliste : Donc, selon vous, le général de Gaulle n'a pas entretenu chez le comte de Paris de simples illusions, il n'a pas, comme on le dit parfois « floué » le Prince ?**

Michel Herson : Le général de Gaulle ne pouvait pas se tromper sur les réflexions et les dispositions positives que le Prince retirait de ses entretiens avec lui. Le Général ayant pour le comte de Paris les sentiments de respect proclamé que personne ne conteste, comment expliquez-vous que de Gaulle ait entretenu le Prince dans l'illusion au lieu de le ramener au prétendu sens des réalités ? Non seulement il ne le fait pas, mais les entretiens se poursuivent dans la perspective que le Prince annonce devant le Général.

Il est contradictoire de ramener les rapports entre le général de Gaulle et le comte de Paris à des relations d'estime, et d'expliquer en même temps que le Général a encouragé le Prince pour en rire le dos tourné. Cela ne tient pas debout.

Le général de Gaulle était sûr

de la détermination du comte de Paris et il souhaitait que celui-ci aboutisse. Mais par ailleurs, et c'est là qu'il y a un déphasage entre l'état d'esprit du comte de Paris et celui du Général, de Gaulle ne voyait pas à quel moment et par quel moyens il pourrait parvenir au dessein voulu en commun. En particulier, après le ballottage de 1965, le général de Gaulle doute de la possibilité de se servir de l'élection présidentielle pour exprimer l'électorat de la légitimité, et faire que le comte de Paris coïncide tout naturellement avec cet électorat. Sur ce plan, le Prince était plus optimiste que le général de Gaulle. Mais il n'est pas possible de contester le désir partagé, ni le projet partiellement mis en œuvre par les deux hommes.

● **Royaliste : Que reste-t-il de ces relations entre de Gaulle et le comte de Paris ? S'agit-il d'une question d'histoire, ou peut-on en tirer un enseignement pour le présent et pour l'avenir ?**

Michel Herson : François Mauriac a répondu à cette question : quand le Général envisage cette solution, disait-il, c'est chez lui une pensée d'avant-garde, une conception d'avenir, et en aucun cas l'expression d'une nostalgie ou d'un retour au passé. Et Mauriac montrait que c'était pour de Gaulle la seule façon de correspondre institutionnellement aux temps modernes et de nous épargner l'évolution dictatoriale qui tend à résulter de l'échec du régime parlementaire. C'est par ce désir de sauvegarder la République et la démocratie que le Général en revient à l'idée d'une instauration monarchique. Pour de Gaulle, la monarchie était une idée permanente, qui a eu différentes expressions selon les modes et selon les temps, et qui trouverait facilement une expression nouvelle adaptée à notre temps.

Actuellement, les fantômes de l'anarchie et de la dictature se poursuivent l'un l'autre, sous l'œil naïvement impassible d'une technocratie « plus attentive à ce qu'elle sait qu'à ce qu'elle voit ». Il y a fort à parier que ces fantômes se matérialiseront de plus en plus à mesure que se dissipera l'illusion matérialiste libérale.

Oui, le recours monarchique dans son principe, et quelle qu'en doive être la forme, peut apparaître un jour comme une anticipation de plus parmi celles déjà nombreuses du général de Gaulle.

propos recueillis par
Bertrand Renouvin

un voyage vers l'Asie

Partir vers l'Asie et raconter, simplement, ce que l'on a vu, sans enregistrer les déclarations des ministres, des ayatollahs et des Premiers secrétaires, se promener dans les villes et les campagnes sans le secours de béquilles idéologiques : tel fut le voyage de Jean-Claude Guillebaud.

Les étapes de son itinéraire ont des noms qui font rêver : Tyr, Katmandou, Chandernagor, Bangkok, Hong Kong et Macao. D'autres disent la révolution, la violence et la misère : Téhéran, Beyrouth, Calcutta ... Mais attention ! Ceux qui chercheraient dans ce livre un exotisme bien léché ou de profonde analyses « tiers-mondistes » seraient vite déçus. L'Asie ne ressemble pas à ce que racontent les touristes retour de Thaïlande, elle ne se coule pas forcément dans les schémas des experts occidentaux, et détruit à coup sûr nos jugements naïvement manichéens.

Alors que dire ? Rien que les choses telles qu'elles ont été vues.

Regard subjectif assurément, trop rapide pour englober toute la réalité. Mais regard plus perçant, parce qu'il a écarté les écrans théoriques et statistiques. Plein d'étonnement, et de tendresse vraie pour les êtres, Jean-Claude Guillebaud est le contraire du grand reporter blasé et cynique. Voici le Liban saccagé et divisé, toujours féodal, et totalement étranger à nos catégories politiques. Voici Téhéran, ville cauchemardesque, qui permet de comprendre, rien qu'en la regardant, pourquoi les Iraniens ont renversé le Chah. Voici la misère du Bengale, la vie des slums, l'exploitation inouïe du peuple qui y vit, mais aussi la beauté des femmes et la

joie des enfants, la fraternité vraie. Voici les camps de réfugiés, et là encore la corruption, la faim, la mort.

Le livre refermé, l'esprit encore rempli d'images, est-il possible de retenir quelques impressions générales ? La première est qu'il n'y a plus de paradis sur terre - pas même au Népal - parce que l'Occident exporte partout, rapidement et massivement, sa pourriture. Après avoir lu Guillebaud, on n'a plus envie de tailler la route jusqu'à Katmandou, ni d'aller se faire masser à Bangkok. Partout on retrouve des Hilton, partout on peut payer avec sa carte de l'*American Express*, partout la satisfaction de nos petits plaisirs est obtenue par l'exploitation d'hommes, de femmes et d'enfants. Voilà pour le tourisme, voilà pour l'exotisme.

Le monde est-il définitivement perdu ? Peut-être pas. Derrière la façade occidentalisation, on s'aperçoit qu'il y a encore de la vie, que les couleurs, les gestes, les sentiments et les pensées n'ont pas disparu. Et l'on devine que quelque chose renaît, dans l'ordre religieux, depuis Rome jusqu'au plus profond de la Thaïlande. Mais gardons nous de conclure trop vite, et d'inscrire cela dans une nouvelle doctrine.



Seule certitude de Jean-Claude Guillebaud, lorsqu'il revient parmi nous : notre pays est malade, frieux, peureux, et le monde qui vit ou qui meurt n'est pour lui qu'un spectacle regardé dans l'indifférence. Pourquoi sommes-nous si tristes et si vieux ?

B. LA RICHARDAIS

Jean-Claude Guillebaud - *Un voyage vers l'Asie* - Ed. Seuil. Prix franco 49 F.

Une équipe de militants de la N.A.R. a voulu répondre. Expliquer le pourquoi de leur engagement politique, les raisons profondes de leur analyse critique de la société industrielle, et de leur refus global du « système ». Mais expliquer aussi ce qu'est leur espérance et sur quoi elle se fonde. Leur but en écrivant cet ouvrage : « Vous inciter à entamer le débat avec nous, de vive voix ».

Une analyse critique de la société industrielle. Parce que cette société est « celle de la démesure, de la bureaucratie et de l'étatisme, du gaspillage et de la nationalisation à outrance, de l'abondance et de la misère. » Parce que cette société industrielle, deshumanisée, est « insidieusement totalitaire ». Une critique radicale, donc. Mais non pas démagogique. Il s'agit « de dépasser la société industrielle sans négliger ses acquis, sans renier ses conquêtes. » De briser le cercle vicieux d'une société de consommation par définition sans finalité. Un refus global du système ? Parce que ce système est celui d'un univers où « il n'y a plus de transcendance, plus de profondeur ontologique » Où

pour entamer le débat

« DES ROYALISTES AUJOURD'HUI : QUI SONT-ILS ? » Des nostalgiques d'un passé révolu ? Ou au contraire des révolutionnaires préoccupés de l'avenir de la société dans laquelle ils vivent ?

l'homme est réifié. « Étonnez-vous qu'on établisse dans le droit sa mise à mort pourvu qu'il soit caché dans le ventre de sa mère ... » Le refus de ce système n'est que le refus du secret de cette société : le nihilisme.

Des royalistes révolutionnaires donc, qui analysent les évolutions de notre société. Il y eut Mai 68 qui posa à sa manière le refus de cette société totalitaire. Il y eut le meurtre de Pierre Overney, un de ces mao-spontex « empêchés d'exploiter en paix ». Il y eut aussi LIP et son expérience autogestion-

naire, défi au néo-capitalisme. « précédent exemplaire », mais d'avance voué à l'échec parce que « le problème économique est global et met en cause l'organisation de la société dans son ensemble ».

L'esprit de révolution de ces royalistes attaque notre civilisation dans son centre. D'abord négatif, refus absolu du nihilisme, il est aussi volonté positive d'une civilisation qui, reprenant les acquis de la société industrielle, « saurait retrouver le sens de l'être, celui de la personne et celui d'une cité à

visage humain ». Avant tout la recherche d'une finalité sans laquelle il ne peut y avoir libération.

Royalistes parce que le caractère essentiel de la monarchie est d'être un pouvoir à visage humain. Fondamentalement indépendante des factions, elle est la mieux à même de briser les féodalités et de permettre cette révolution non sanglante, mais s'appuyant sur une participation populaire. Car « le Prince n'a jamais été, ne saurait être l'homme du pronunciamiento. Le capétien n'est pas un aventurier de la politique ». Il est en réserve de la France, s'appuyant sur les services qu'il a rendu au pays. Il ne répondra qu'à un appel du peuple. Préparer le recours au Prince, c'est alors non seulement vouloir préparer les échéances d'une situation bloquée en évitant le pire. C'est retrouver la voie de ce que Pierre Boutang nomme « une légitimité révolutionnaire ».

Axel TISSERAND

« Des royalistes aujourd'hui : qui sont-ils ». Prix franco 6 F ; 3 exemplaires : 16 F ; 4 ex : 20 F ; 5 ex : 23 F. CCP Royaliste 18 104 06 N Paris.

Une des questions les plus brûlantes de notre temps, celle qui aujourd'hui même apparaît au centre de l'affaire des jeux olympiques à Moscou est celle des rapports entre la politique dont nous disions l'urgence et les droits de l'homme. Une politique menée par un Etat peut-elle s'aligner uniquement sur les exigences du droit des gens ? N'a-t-elle pas affaire aussi à des rapports de forces, des menaces militaires directes qui toujours lui imposent l'art du moyen terme ? Par exemple, la détente n'est-elle pas un impératif politique prioritaire dont le sacrifice hâterait l'apocalypse finale ? Mais en même temps, ménager le partenaire en vue du moindre mal, aboutit à ce que Bernanos stigmatisait dans l'esprit de Munich, c'est-à-dire le renoncement et en définitive la capitulation.

Au demeurant la grande découverte de ces dernières années pourraient bien être le fait que la cause même des droits de l'homme est devenue une arme politique de premier choix. Comment peser l'effet Soljenitsyne ? Il faut croire que l'action du professeur Sakharov, ce savant aux mains nues n'a rien d'innocent, sinon les soviétiques n'auraient pas pris la peine de l'exiler à Gorki au risque de relancer une campagne antisoviétique dans le monde dont ils mesurent la portée, ne serait-ce que lors des votes de l'Assemblée des Nations Unies.

Ce n'est d'ailleurs pas sans danger pour la cause même des droits de l'homme. Qu'elle soit devenue une arme et non plus un pur impératif moral l'expose au risque d'être mise au service d'une politique qui n'est pas forcément pure dans ses intentions et dans ses effets, celle des blocs par exemple. Il est bien certain que le boycott des jeux de Moscou apparaîtrait dans une grande mesure comme la réussite de Carter, sa victoire diplomatique. Cela ne condamne pas l'initiative prise par André Glucksmann et un certain nombre d'intellectuels. Simplement la difficulté est marquée. Elle n'est pas redhibitoire. Nous aurons probablement à l'explorer plus avant dans un avenir proche. Pour le moment, il paraît utile d'observer comment la cause des droits de l'homme est née en notre temps et comment elle s'est imposée. Je précise « en notre temps », car ce serait à mon sens une grave erreur que de ramener intellectuellement son origine au XVIII^e siècle et à la philosophie des Lumières. Ce serait d'ailleurs mettre d'emblée Soljenitsyne hors jeu qui considère cette philosophie là comme la source de tous nos maux. Non, plus simplement et d'une façon plus décisive, la cause des droits de l'homme est née du grand cri de l'homme crucifié de ce siècle, la protestation de l'humanité écrasée et souffrante. Un point c'est tout. Qui ne veut pas comprendre cela, ne comprendra rien. Il n'y a pas d'idéologie qui compte, de vision du monde, de système préalable. Il y a les dizaines de millions de morts, les enfants martyrs, les gens emprisonnés, torturés, tous ceux dont *Amnesty International* retrace rapport après rapport l'interminable agonie. Et les jeunes gens qui par exemple adhèrent à cette organisation ne le font pas par référence à je ne sais quel idéal plus ou moins maçonnique. C'est le service des pauvres que les inspire, service que j'oserais nommer évangélique par référence à la lettre pure de l'Evangile.



par
gérard
leclerc

totalitarisme et droits de l'homme

Et puis, il y a le message de ceux qui souffrent du totalitarisme et nous font savoir depuis leurs prisons et l'univers concentrationnaire, ce contre quoi il s'agit de se battre. Quand le stalinisme et l'hitlérisme s'emparent d'un pays, les jeux ne sont pas faits dès le départ. Certes il y a les partisans et quelques adversaires irréductibles. Mais ces derniers lorsqu'ils sont repérables sont éliminés sans attendre; et la vie s'organise. La vie la plus quotidienne, la plus ordinaire où chacun tente de faire son trou pour vivre avec le moins d'ennuis possibles. Faire son petit boulot, sans trop regarder autour de soi. Malheureusement, l'appareil bureaucratique et policier ne saurait laisser en paix nul petit espace. Tout ce qui reste hors de son contrôle, laisse planer une menace.

L'erreur c'est de croire que ce sont toujours les salauds qui font le jeu de l'appareil. Mais l'appareil se nourrit de fonctionnaires tout à fait ordinaires, zélés sans doute mais pas plus pervers que le fonctionnaire moyen. Imaginez votre entourage, le brave type consciencieux. Imaginez-vous vous même dans la machine. Il faut bien vivre, il vaut mieux gagner un peu plus d'argent, avoir de la promotion. Très vite vous vous trouvez jouer le jeu et même faire un peu plus que du zèle. Peu importe que l'histoire soit ubuesque, vous avez intégré la machine plus bête que vous-même. Le roman autobiographique de Youri Dombrovski : *Le conservateur des antiquités*, nous introduit directement dans cet univers absurde bien que quotidien. De même que *La faculté de l'inutile* du même Dombrovski nous faisait comprendre de l'intérieur la vie du système concentrationnaire, ce roman plus ancien vous rend présent le stalinisme quotidien, sans cesse hanté par le

souci du complot, la peur de l'interrogatoire, la hantise de tirer son épingle du jeu au risque de laisser tomber son plus proche ami. Qui peut résister à ce jeu là ? Il faut une dose plus qu'ordinaire d'héroïsme. Mais les héros existent, ce sont aussi les plus proches et les plus humbles, ceux dont la simple fierté n'abdiquera jamais devant la sottise au front de taureau.

Le dissident est d'abord celui qui dit non au fascisme ordinaire, qui ne plie pas. Du coup, il nous dévoile la réalité d'un système. Le stalinisme ce n'est pas en effet, seulement Staline, sa cruauté, sa démesure. C'est un phénomène qui tient également à la bureaucratie décrite de longue date par un Claude Lefort qui comprit que la déstalinisation laissait intact l'appareil dont Brejnev tient aujourd'hui sa puissance. Mais il y a encore plus, et qui nous est décrit par Dombrovski, c'est l'interpénétration, la symbiose entre l'appareil et le peuple. Comme le dit fort bien Jean Cathala, son apport essentiel est de nous donner un témoignage sur la *mentalité collective qui a permis au stalinisme de se développer* et sur le *«vécu» de l'homme traqué*.

Un autre roman, venu d'Allemagne de l'Est celui-là, nous donne le sentiment d'une même atmosphère, d'une identique complicité et de cette terreur de bête traquée qui s'abat sur l'individu rebelle que la police a marqué de sa lettre. Mais pour le héros de Jurek Becker c'est *l'heure du réveil*, c'est à dire du refus de continuer le jeu idiot que lui propose le système bureaucratique. C'est une déchirure dans sa vie, mais la liberté en vaut la peine.

La cause des droits de l'homme est née aussi, d'un «sursum», d'un réveil ontologique de la liberté qui s'affirme dans sa pureté totale, son impératif absolu, indépendamment d'une théorie élaborée. C'est la donnée immédiatement première d'un Cogito moderne, celui du Goulag et qui implique une visée morale : celle du refus de se plier au grand mouvement collectif qui entraîne un peuple à l'esclavage et à la complicité, au crime. Est ainsi posée l'immense question de la responsabilité collective des peuples qui dans l'aventure ont perdu leur âme. Soljenitsyne ne parle pas pour rien de la nécessité d'une véritable rédemption pour le peuple russe.

Le peuple allemand lui aussi doit comprendre ce langage; ses intellectuels ne cessent de faire sa psychanalyse collective : *«Nous plaidons coupable»*. Quatre d'entre eux ont donné ce titre à un recueil de nouvelles qui toutes replongent dans un passé maudit. Alors de grâce que l'on nous épargne les dialectiques usées. La cause des droits de l'homme est neuve, urgente, grave comme l'homme lui-même. Elle interroge pour savoir s'il y a un sursaut et une rédemption possible au delà de nos cauchemars.

Gérard LECLERC

Youri Dombrovski - *Le conservateur des antiquités* - Julliard. Prix franco 54 F.

Claude Lefort - *Critique de la bureaucratie* - Gallimard. Prix franco 36 F.

Jurek Becker - *L'heure du réveil* - Grasset. Prix franco 47 F.

H. Böll, P. Härtling, A. Muschg, G. Wohsmann - *Nous plaidons coupable* - Grasset. Prix franco 44 F.

marguerite yourcenar

D'Homère aux épigrammes chrétiennes byzantines, Marguerite Yourcenar a traduit ces poèmes pour son plaisir avant de penser les réunir en une anthologie.

Elle traduisait pour se délasser, dans un jardin ou chez elle, entre les ébauches des *Mémoires d'Hadrien*, reconstruisant la bibliothèque de l'empereur pour mieux comprendre sa sensibilité. Elle agissait comme les peintres qui dessinent une esquisse «d'après des peintures de maîtres antérieurs à eux, pour mieux se pénétrer des secrets de leur art». C'est ainsi que fit Claudel pour l'*Orestie*.

Ce livre ne s'adresse ni aux professeurs, ni aux étudiants, ni aux lettrés. Il s'adresse à ceux qui ne savent pas le grec, et à ceux qui s'intéressent au passage d'une poésie dans une autre. Il s'agit bien de poésie, de chant, et non de simple traduction. Brasillach cherchait lui aussi la musique mais Marguerite Yourcenar la trouve. Quand Brasillach traduit *Anacréon* nous li-

sons :
«Ah ! Tu ne sais pas que tu tiens
De mon cœur les brides»

Mais Marguerite Yourcenar dit simplement :

«Tu tiens sans le savoir les rênes
de mon âme».

Cela dit, l'intérêt que nous avons à lire l'anthologie de Brasillach était (le livre est épuisé) de li-

re aussi le texte grec. Mais nous savons que Marguerite Yourcenar ne s'adresse pas aux hellénistes.

Les poèmes de Sappho et ceux de Pindare sont parmi les plus beaux, particulièrement leurs derniers vers. Sappho, avant de mourir, s'adresse à sa fille :

«Il ne sied pas de sangloter
dans la maison
Consacrée à la Muse; ainsi, ne
pleure pas,
Enfant ...»

Pindare, dont on raconte qu'il mourut sur les gradins du théâtre d'Argos, la tête appuyée sur l'épaule du jeune Théoxène, écrivait peu auparavant :

«Ainsi le Charme, ainsi les Grâces
des fleurs ceintes
Ainsi l'Amour à Ténédos font
séjour
Auprès du fils d'Agésilas ...»

Marguerite Yourcenar passe de la poésie à la poésie, donnant «l'élan» du texte, même si elle le traduit en vers, parce que «l'envol du poète, comme dans la danse le bond du danseur, se situe à l'intérieur d'une mesure comptée». La seule traduction vraiment fidèle



serait une traduction juxtalinéaire, c'est pourquoi on ne peut lui reprocher de s'éloigner du texte. La variété des sujets est remarquable : l'amour des adolescents et des femmes, les dangers de la mer, les guerriers, le sort de l'homme. C'est cela qui plaît et émeut, comme la vie même.

Laurence-Alexandra VARAUT

Marguerite Yourcenar -La Couronne et la Lyre -N.R.F. prix franco 79 F

le vieux cadavre

Que peut-on attendre d'Alfred Fabre-Luce ? En dehors de ses exercices de flagornerie à l'égard d'un président qui -Dieu merci- ne désespérera jamais l'avenue Foch, à peu près rien si ce n'est le rabâchage recuit de ses vieilles rancunes. Ainsi A.F.L. déteste le général de Gaulle. Ce n'est un secret pour personne que l'actuel régime représente pour lui la revanche de la droite contre le gaullisme honni. Mais cette revanche, il la lui faut plus décisive, plus définitive. Alors le voilà historien, cherchant à toute fin à salir, à ressortir les cadavres qui traînent dans les armoires pour les faire endosser au chef de la France libre, et accessoirement à celui de la Maison de France.

Pour Alfred, il n'y a aucun doute. C'est le général de Gaulle qui a donné l'ordre d'assassiner Darlan, comme plus tard c'est lui qui sera en dessous de l'affaire du bazooka qui devait éliminer le général Salan. Il y aurait dans ces deux affaires la même logique de l'homme qui n'hésite pas à tuer pour mieux établir son pouvoir. Il établit cela notre Alfred, dans un récit d'une implacable cohérence. Mieux encore il entend nous montrer quelle perfidie cache le criminel : son premier forfait, de Gaulle a la suprême habileté d'en déléguer l'exécution au comte de Paris. Ainsi il se blanchit et se lie définitivement un Prince dont il s'est fait un complice !

Extraordinaire roman cousu de fil blanc ! Mais surtout prodigieux culot de ce vieillard qui n'hésite pas à faire passer pour de la vérité pure un puzzle fait de mensonges et de demi-vérités. Tout récemment encore le général Billotte a établi dans le bulletin des amis de la *France Libre* comment de Gaulle était totalement étranger au meurtre de Darlan. Le comte de Paris pour sa part s'est toujours donné pour règle de ne jamais faire couler le sang français. Qu'importe à Alfred Fabre Luce qui ne connaît que la logique du ressentiment.

Michel DOHIS

A. Fabre-Luce -Deux crimes d'Alger Ed. Julliard. Prix franco 47 F.

hommage

à clavel

De Maurice Clavel, les jeunes générations n'ont surtout retenu que le journaliste et le philosophe. Quelque peu le romancier, celui des *Paroissiens de Palente*. L'homme de théâtre, presque pas ! Et pourtant notre ami avait commencé par là. Au lendemain de la Libération, l'ancien chef des maquis d'Eure et Loire fait une très brillante entrée au théâtre avec les *Incendiaires* dont le sujet tout brûlant évoque la Résistance et montre que héros et incendiaire



Maurice Clavel avec Silvia Monfort lors de la répétition d'*Irène*. Ce fut la dernière fois qu'il participa directement aux répétitions d'une de ses pièces.

on n'en est pas moins homme. Cette pièce relue par Jacques François avec beaucoup de talent lors de l'hommage rendu actuellement à Clavel dramaturge au carré Silvia Monfort, a gardé toute sa force classique d'émotion. On pourrait en dire autant de ses autres pièces et de ses adaptations que les grandes voix d'Alain Cuny, de Jean-Louis Barrault, de Silvia Monfort (cette dernière pour *Electre*) ont fait revivre un soir.

Un seul regret. Qu'il n'y ait pas

eu le public convenable pour suivre un hommage d'une pareille qualité ! Il reste à espérer que le chapiteau sera comble pour applaudir à la terrasse de midi qui sera jouée du 8 au 24 février dans une mise en scène de Christian Benedetti. Silvia Monfort a tenu à ce que ce soit un très jeune metteur en scène qui fasse à Clavel l'hommage de son talent.

G.L.

Carré Silvia Monfort, 106 rue Brancion 75015 à 20 h 30.

Bien mauvaise quinzaine pour notre souscription qui atteint à grand peine les 15 000 F, alors que nous avons un besoin immédiat du double, pour faire face aux dépenses engagées pour l'édition d'un nouveau matériel de propagande. Je sais bien que vous êtes sollicités de toutes parts et que Giscard nous a mis à l'heure de l'austérité et des vaches maigres. Mais à l'heure où le Prince fait une rentrée publique, l'enjeu est suffisamment important pour que nous fassions le maximum d'efforts.

Alors, sans plus tarder, adressez vos dons à l'ordre de Royaliste CCP 18 104 06 N Paris, en précisant «pour la souscription».

Yvan AUMONT

Journées

Avez-vous votre vignette ? Que vous veniez ou non aux Journées Royalistes, vous aurez à cœur de contribuer à leur succès - qui doit être spectaculaire cette année - en achetant dès aujourd'hui votre vignette. Ces dernières servent à la fois de billets d'entrée et de soutien financier. Elles donnent droit à l'entrée gratuite pour les deux jours. Leur prix est de 18 F, mais il existe aussi des vignettes de soutien à 100 F. Tous les acheteurs de vignette, de province, recevront également un ticket leur permettant de bénéficier d'une réduction de 20 % sur le prix du billet SNCF (valable entre le 3 et le 14 mars).

N'attendez pas la dernière minute, achetez, dès aujourd'hui votre vignette.

● **SAINT-ETIENNE** - Pour toute prise de contact ou renseignements écrire à Mme Gousseau, BP 134, 42012 Saint-Etienne cédex.

session philo

Comme nous l'avions annoncé à l'issue de la précédente session tenue à Vézelay, notre prochaine session de travail portera sur Nietzsche. Plusieurs raisons à ce choix. D'abord étudier un grand auteur à partir des textes mêmes et non des gloses pour accomplir réellement un travail philosophique et aborder à cette occasion de grandes questions. Ensuite faire le point sur les tentatives de récupération actuelles dont Nietzsche est l'objet, en particulier celle des prétendus philosophes de la nouvelle droite.

Pour ceux qui croient encore que Nietzsche est un apologue du racisme je livre à leur réflexion ce fragment posthume daté de 1888 dernière année de la vie consciente de Nietzsche. «*Maxime : ne fréquente personne qui participe à la mensongère escroquerie raciale. (Combien il faut se complaire dans le mensonge et le marécageux pour aller pêcher des questions raciales dans l'actuel embrouillamini européen).*» (frag. Posth. N VII 3 - 5/52/)

Quatre exposés sont prévus et porteront sur des questions essentielles à la compréhension de la pensée de Nietzsche : le nihilisme, la morale, l'interprétation du christianisme, volonté de puissance et éternel retour. A partir de la compréhension de quelques textes capitaux nous comptons réfléchir ensuite sur l'attitude que nous devons tenir à l'égard de cette pensée et des accusations dont elle a été l'objet. Nietzsche est-il un maître penseur comme l'affirme André Glucksmann ou bien peut-il être l'inspirateur de toutes ces entreprises politico-culturelles les plus douteuses auxquelles nous assistons, en particulier l'offensive prétendument nietzschéenne de Nouvelle Ecole ?.

Nous ne voulons pas encore préjuger du résultat de nos travaux mais cependant, nous ne serons pas de ceux qui voudront sauver ou condamner à tout prix Nietzsche. Pour ceux qui veulent participer à cette session, nous tenons une bibliographie à leur disposition afin de rendre la session plus efficace.

Marc HEDELIN

Cette session aura lieu à Reims, les 23 et 24 février. Elle est ouverte à tous les sympathisants et lecteurs de Royaliste. Renseignements et inscriptions en écrivant à M. Betbèze, Nouvelle Action Royaliste, 30 Bd. Diancourt 51 100 Reims.

● **BORDEAUX** - dernière soirée télévision pour les émissions du Prince, le 11 février à partir de 21 heures chez Louis de Ravel, 38 rue du Palais Gallien à Bordeaux.

Lecteurs et sympathisants de Royaliste sont tous invités à venir voir cette dernière émission - la plus importante sans doute - et à en discuter autour d'un buffet amical.

LYON - Dîner-débat avec Philippe de Saint-Robert le jeudi 14 février à 20 h. Notre invité présentera son dernier livre «Dieu que la crise est jolie». Le dîner aura lieu à 20 h au restaurant «Les Tulipes», 10, rue Sainte-Catherine, Lyon 1er. Prix du repas : 50 F, étudiants et chômeurs : 40 F. Inscription en écrivant le plus rapidement possible à N.A.R. BP 44, 69 397 Lyon cédex 3.

● **PARIS** - mercredis de la NAR.

Tous les mercredis à 20 h, dans les locaux du journal, conférence débat. Nos lecteurs et sympathisants sont cordialement invités à venir y participer.

mercredi 13 février - conférence débat «Une action culturelle est-elle possible dans l'horizon d'une action politique ?» par Hervé Dubois, Marc Hédelin et René Chaminade du «collectif Art et culture».

mercredi 20 février - conférence «Apologue du racisme, maître-penseur : Nietzsche mérite-il véritablement ces accusations ?» par Gérard Leclerc.

Les conférences sont suivies, pour ceux qui désirent continuer les discussions, d'un buffet avec repas froid (participation aux frais du buffet 10 F - merci de retenir votre place).

Soirées télévision. Les sections de la Fédération de Paris poursuivent l'organisation de soirées autour des émissions du comte de Paris. Renseignez-vous.

● **MAINE-ANJOU-TOURAIN** - session régionale le 16 février, à 15 h, réunion publique «La société industrielle et le projet royaliste» avec Bertrand Renouvin, Nicolas Lucas. Brasserie Univers, Place Jean-Jaurès (face à l'Hôtel de ville) à Tours (salle du 1er étage).

● **ANGERS** - le 14 février à 20 h 30 : «Le comte de Paris et la France de 1980». Conférence par Nicolas Lucas, délégué régional de la N.A.R., au café de la Mairie, Bd Foch à Angers.

● **LE MANS** Le 22 février à 20 h 30 «Aujourd'hui la monarchie» conférence par Nicolas Lucas, délégué régional de la N.A.R.. Tous renseignements auprès d'Hervé Brocherie, 60 av. Victor Hugo, 72000 Le Mans.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (50 F), un an (90 F), de soutien (150 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

Peu de temps après son élection, M. Giscard d'Estaing annonçait aux Français qu'ils étaient désormais libérés du «gouvernement de la peur». La formule était quelque peu obscure, mais enfin c'était une bonne nouvelle. Une ère de «démocratie paisible» s'annonçait, une société libérale et «décrispée» semblait devoir succéder à la tourmente de Mai 1968 et aux tensions engendrées par le «système Pompidou».

Bien sûr, tout n'était pas parfait. Dans le Midi viticole et en Corse, le mécanisme des provocations et des répressions policières entraînait la mort d'hommes et de femmes. Petites «bavures» vite oubliées grâce à des «médias» domestiqués, spécialistes du détournement d'attention. Il faudra d'autres morts pour qu'on s'interroge à nouveau, pendant 48 heures, sur un malaise corse qui ne cesse pourtant de grandir.

Vivant depuis longtemps sous anesthésie, nous supportons sans douleur apparente les colères corses et lorraines, le chômage et l'inflation, les scandales et l'absence de tout projet. Mais voici que MM. Carter et Giscard nous réveillent, agitant devant nous le vieux spectre de la guerre. Finie, la décrispation. Il devient salutaire d'avoir peur, et de se serrer autour des rares hommes de sang froid qui tentent de maintenir une paix désormais précaire.

LA GUERRE ?

Mais de quelle guerre s'agit-il ? Et de quelle paix ? Il y a peu, le général Gallois rappelait que le monde, depuis trente ans n'avait connu que soixante jours de paix. La planète n'a cessé d'être secouée par les bombes, les grands empires n'ont cessé de s'affronter, cherchant à rafler les pions qui n'avaient pas été attribués. La guerre existe donc depuis longtemps, et nous traverserons des crises tant que les impérialismes soviétiques et américains mèneront leur politique d'agression, d'oppression et de rapine. Aussi la situation actuelle n'apparaît-elle ni plus ni moins dangereuse qu'au moment des premiers bombardements du Nord-Vietnam par les Américains, et évidemment moins tendue que pendant la crise de Cuba en 1962.

Alors, qu'on ne vienne pas nous raconter des histoires. La guerre, nucléaire et mondiale, dont on nous menace, n'est pas en question. Aucun Khrouchchev n'a menacé Paris et Londres de représailles atomiques, comme en 1956 lors de l'opération de Suez. Aucune alerte, pas même de troisième catégorie, n'a été déclenchée par le Président américain,



par
bertrand
renouvin

le gouvernement de la peur

comme pendant la guerre du Kippour. Et les Etats-Unis se sont bien gardés de menacer l'Union soviétique d'une attaque nucléaire, lorsque les chars russes ont occupé Kaboul, pour la bonne raison que l'Afghanistan n'est pas dans leur camp depuis le coup d'Etat d'avril 1978. Mais en revanche, ils ont immédiatement annoncé que le Pakistan serait défendu, ce qui est une façon de dire aux Soviétiques qu'ils pouvaient aller jusqu'à ses frontières, mais pas plus loin.

Ces quelques remarques ne doivent pas inciter à l'indifférence. D'abord parce que les Afghans sont en lutte contre l'envahisseur et que leur victoire, n'en déplaît à Georges Marchais, serait celle de la liberté. Ensuite parce que, depuis la disparition du «gendarme iranien», toute cette région se trouve déstabilisée, sans doute pour longtemps.

Mais l'avance soviétique en Orient n'a pas le caractère irrésistible que l'on dit. Non seulement parce que l'armée rouge rencontre en Afghanistan une vive résistance, mais aussi parce que l'Union soviétique subit en ce moment une série d'échecs diplomatiques et une immense perte de prestige. Quelles que soient les raisons qui ont poussé l'URSS à intervenir aussi massivement (renforcement du pouvoir des militaires, crainte de la contagion islamique), elle a manifestement commis une faute, aggravant ses

difficultés économiques, et provoquant le rapprochement des Etats-Unis avec le Pakistan et la Chine, ainsi que la condamnation de sa politique par les pays musulmans réunis à Islamabad. C'est payer cher la main-mise sur un pays qui, avant 1978, ne posait aucun problème à l'Union soviétique.

LE JEU DE LA FRANCE

Dans ce «monde qui change», comme dirait M. Giscard d'Estaing, quelle est la politique de la France ? A lire les déclarations faites depuis le début de la crise afghane, la démarche du chef de l'Etat paraît mal assurée. Les propos présidentiels des premiers jours de janvier, rapidement démentis par les faits, furent suivis d'un certain nombre de déclarations gouvernementales pour le moins confuses. Mais nous y voyons plus clair à présent puisque, au terme de son voyage en Inde, le Président de la République a signé avec Madame Gandhi un texte demandant le respect de l'indépendance des Etats et le libre choix de leur destin.

La recherche commune à la France et au Tiers-Monde d'une voie indépendante des deux blocs impérialistes est tout à fait positive et semble renouer avec le projet diplomatique du général de Gaulle. Encore faut-il que la politique française paraisse crédible. Or M. Giscard d'Estaing n'est pas très bien placé pour dénoncer les «ingérences extérieures» lui qui, voici quelques mois menait à Bangui une opération politico-militaire semblable à celle des soviétiques en Afghanistan. Mais surtout, il faudrait que les bonnes intentions du Président de la République cessent d'être démenties par la pratique diplomatique quotidienne. Par exemple en Iran, où la France a suivi à la lettre les «conseils» de Washington -qui allaient pourtant à l'encontre de ses intérêts politiques et militaires dans ce pays.

Espérons tout de même que la politique étrangère de la France cessera d'être celle du commentaire, ou des gestes retentissants mais sans portée. Espérons aussi, malgré la perspective des présidentielles, que cette politique sera conduite dans le souci du bien commun, et non dans l'intention de conquérir les voix hésitantes d'un électorat apeuré. Sans doute le candidat Giscard a-t-il tout intérêt à entretenir la crainte du communisme, qui donne traditionnellement à la droite ses plus belles victoires. Mais ce n'est pas sous le gouvernement de la peur que les Français pourront réapprendre à maîtriser leur destin.

Bertrand RENOUVIN